



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination,
du pilotage, de l'appui territorial
et de l'environnement**

Arrêté n°2024-DCPATE-463

**modifiant l'arrêté préfectoral n°17-DRCTAJ/1-315 du 16 mai 2017 autorisant la société
Carrières et Matériaux du Grand Ouest à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel
ouvert à La Ferrière**

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Le préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R.122-2 et R.181-46 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relative aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n°17-DRCTAJ/1-315 du 16 mai 2017 autorisant la société Carrières et Matériaux du Grand Ouest à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert à La Ferrière ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du n°20-DRCTAJ/1- 286 autorisant la société des Carrières et Matériaux du Grand Ouest à implanter une installation de lavage des matériaux dans sa carrière de La Ferrière ;

VU la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société CMGO le 24 mai 2024 concernant les conditions de remise en état de sa carrière qu'elle exploite à La Ferrière et le dossier joint ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 juillet 2024;

VU le courrier adressé à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Considérant que le contrôle de l'inspection des installations classées du 8 novembre 2023 a montré que l'exploitant n'avait pas respecté les côtes maximales de stockage en matériaux inertes ;

Considérant qu'à la suite de la mise en demeure du 21 février 2024, l'exploitant a transmis un dossier en vue de régulariser sa situation administrative ;

Considérant que le projet, qui consiste en une modification du plan final de remise en état :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2,
- n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact suite à la procédure de cas par cas réalisée en application de l'article R.122-2 ;
- n'atteint pas les seuils quantitatifs de hausse d'émissions de COV et les critères fixés par l'arrêté du 13/12/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime

de la déclaration au titre de la rubrique n°1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) ;

- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la modification induit une élévation de quelques mètres la côte finale de réaménagement du secteur Est de la Carrière ;

Considérant que l'exploitant a justifié que cette modification n'engendre pas d'impacts paysagers et visuels supplémentaires substantiels ;

Considérant que selon les observations paysagères, milieux et faunes/flores réalisées par l'association ADEV, il apparaît que les terrains dans leur état actuel présentent un intérêt croissant en biodiversité ;

Considérant qu'au regard des impacts supplémentaires sur l'environnement qu'induirait une remise en état (impact potentiel sur la biodiversité, versus impact modéré sur le paysage), l'inspection considère que le maintien en état de la situation est acceptable ;

Considérant néanmoins que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites n'est pas nécessaire ;

ARRÊTE

Article 1. Modification côte finale secteur Est

La société CMGO, dont le siège social est situé à Avenue Charles Lindbergh à Merignac (33700), est autorisée à modifier son plan final de remise en état suite à la réhausse de la côte finale du réaménagement du secteur Est sa carrière de La Ferrière.

Article 1.1. Intégration paysagère

À l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2017, le paragraphe « *Toute la zone comprenant les parcelles E178, E180, E181, E128 et E129 est remblayée pour fin 2020, à une cote allant de 81 à 86 mNGF.* » est supprimé.

Il est ajouté le nouveau paragraphe suivant :

« Dans le secteur Est, les parcelles E178, E180, E181, E128 et E129 remblayées en 2022 sont considérées comme étant réaménagées à une côte maximale de 92 mNGF et ne font plus l'objet d'activités liées à l'exploitation de la carrière. »

Article 1.2. Plan de remise en état final

Le plan figurant à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2017 est remplacé par le plan de remise en état annexé au présent arrêté (annexe 1).

Article 2. Dispositions administratives

Article 2.1. Délais et voies de recours

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 2.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 2.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 2.4. Pour application

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **- 2 SEP. 2024**

Le préfet,
Pour le préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée
Nadia SEGHER

Annexe 1
Plan de remise en état final



Vu pour être annexé à
mon arrêté du
La Roche sur Yon, le
Le Préfet
Pour le préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée
Nadia SEGHIER

